

Le logement

M. Deans: Très bien. Là non plus, il n'y a pas de syndicat. C'est vraiment dommage que le ministre ne soit pas au courant, mais je prendrai cela simplement comme un oubli de sa part.

Je pense qu'avec tous nos moyens et toutes nos ressources ici au Canada, nous devrions être capables, sans aucune aide de l'extérieur, de nous nourrir, de nous loger et, si nous voulions, de satisfaire à nos besoins en énergie. Voilà des choses que nous sommes capables de faire au Canada, et si nous en sommes capables, c'est que le Canada possède tout ce dont il a besoin pour fournir ces trois choses.

Nous pourrions, je le reconnais, faire de nombreuses autres choses. Nous pourrions fournir de nombreux autres services. Nous pourrions fournir des soins de santé de meilleure qualité. Nous pourrions fournir un enseignement de meilleure qualité. Nous pourrions fournir toutes ces choses, mais pour ce qui est des besoins fondamentaux des Canadiens, si nous pouvons les chauffer en hiver, et si nous pouvons leur fournir un abri et les nourrir d'un bout de l'année à l'autre, c'est parce que nous avons au Canada tout ce dont nous avons besoin pour le faire. Le gouvernement qui ne sait pas mettre en œuvre toutes ces ressources et faire en sorte que tous les citoyens puissent satisfaire ces trois besoins dans la mesure de leurs moyens ne mérite pas le nom de gouvernement. Voilà ce qui m'inquiète tellement dans l'attitude du gouvernement actuel. Voilà ce qui me trouble tellement dans son attitude.

Au début de mon exposé, j'ai dit comment la situation s'était détériorée depuis 1963. J'ai expliqué, d'une façon que je crois extrêmement lucide, ce qui s'est passé dans l'intervalle. Ce n'est pas que les salaires n'ont pas augmenté d'une façon raisonnable, car par rapport à n'importe quelles normes, du moins en ce qui concerne l'emploi dont j'ai parlé, ils ont augmenté bien au-delà de ce que les Canadiens qui vivaient et travaillaient en 1963 avaient pu prévoir. Cependant, le coût du logement et la part du budget qu'il représente ont augmenté d'une manière inimaginable. Ils dépassent maintenant de beaucoup ce que les gens auraient les moyens de payer, ce que le gouvernement pourrait raisonnablement leur demander de tolérer, et ce que les députés pourrait tenter de justifier aux yeux de leurs mandats.

En l'occurrence, j'ai adopté une attitude très simple. Je le dis tout net au ministre: le bill dont il nous a saisis va encore aggraver la crise du logement au Canada. Il s'agit d'une nouvelle mesure de replâtrage, d'une goutte d'eau dans l'océan. Cela permettra peut-être d'atténuer un peu le problème, de le juguler pendant quelque temps mais la difficulté provient de l'attitude fondamentale du gouvernement à l'égard du logement, de son refus de s'engager à offrir des logements à nos concitoyens à des prix abordables. Monsieur l'Orateur, il n'y a qu'une réponse à cela et en l'occurrence il ne suffit pas que les banques réduisent leur taux d'intérêt de 19.5 p. 100 à 17.5 p. 100 sur cinq ans si elles estiment gagner suffisamment d'argent comme ça. Bon sang, personne ne devrait être tenu de payer les prix que les établissements financiers exigent actuellement.

● (2040)

Il n'y a pas besoin d'être un génie en mathématiques pour s'apercevoir que dans un avenir proche—si ce n'est déjà maintenant, seuls les gens très, très riches pourront se permettre d'acheter des maisons. Quant au reste de la population, elle devra s'entasser à deux, trois ou quatre par appartement, il lui faudra vivre dans les sous-sol et dans les greniers. Ces conditions prévalaient il y a quelques années, mais on a pu y remédier grâce aux efforts systématiques déployés par un grand nombre de citoyens de tous les milieux sociaux. Nous avons constitué un ensemble de localités meilleures et mieux adaptées où les gens pouvaient vivre en ayant le sentiment de s'épanouir ensemble, de pourvoir aux besoins de leurs familles et de profiter des avantages des services sociaux, des établissements d'enseignement et des établissements sanitaires. Nous avons constitué une société dans laquelle nos concitoyens pouvaient vivre et travailler ensemble et avoir la sécurité qu'ils n'auraient pas besoin de travailler pendant leurs vieux jours comme ils l'ont fait durant leur vie active.

Je fais remarquer à tout député qu'il est effrayant de penser qu'aujourd'hui une jeune personne puisse acheter une maison, signer un contrat et s'apercevoir au moment de renouveler son hypothèque—comme c'était le cas pour la Banque royale—que le créancier a prévu une formule permettant au débiteur de réduire ses versements au point qu'il devra davantage d'argent à la fin de l'année qu'au début. Pourtant le ministre des Finances a eu le front d'intervenir à la Chambre et de féliciter les établissements bancaires de leur initiative, consistant en l'occurrence à endetter davantage les acheteurs.

Quel espoir peuvent bien avoir les jeunes couples âgés de 26, 27 ou 28 ans qui décident d'acheter une maison? A 70 ans, alors qu'ils ne pourront plus trouver d'emploi, ils devront encore autant d'argent que quand ils l'ont achetée 40 ans plus tôt. Comment vont-ils pouvoir mettre de l'argent de côté pour leurs vieux jours? Comment vont-ils pouvoir économiser l'argent nécessaire pour rembourser leur hypothèque dont le taux grimpe selon le bon plaisir des institutions financières de Toronto, Montréal, Vancouver, etc.? Plus j'y pense, monsieur l'Orateur, et plus cela me déprime; plus cela me désole et plus j'ai de mal à comprendre.

J'aimerais dire au ministre et au gouvernement par votre entremise, monsieur l'Orateur, qu'il n'est pas de secteur où leur intervention s'impose davantage. Le ministre n'a-t-il donc pas de cœur pour ne pas comprendre que la question du logement n'est pas un sujet de plaisanterie et qu'il ne faut pas la laisser entre les mains de quelques investisseurs et de leurs conseillers; ce n'est pas une question à traiter à la légère. Dans une société moderne, avancée et sensibilisée, le gouvernement doit absolument établir des directives pour garantir que les Canadiens vont pouvoir s'offrir un logement à un prix décent durant leur existence.

M. Benjamin: Pas seulement pour gagner de l'argent.

M. Deans: Et pas seulement, comme le souligne mon collègue, pour faire de l'argent.